

## Visite officielle de M. Clark en Asie du Sud-Est (suite de la page 3)

à Djakarta, avec son homologue indonésien, M. Mochtar Kusumaatmadja, un accord concernant la formation professionnelle d'étudiants indonésiens, dans le cadre du développement de ressources humaines.

Aux termes de cet accord, le Canada offrira 9 millions de dollars sous forme de bourses à des étudiants souhaitant enrichir leur formation au Canada, en Indonésie ou dans un pays tiers.

Au cours d'une rencontre avec des hommes d'affaires canadiens, M. Clark a souligné l'importance croissante du commerce canadien avec les pays d'Asie et du Pacifique, qui a maintenant dépassé en valeur le commerce atlantique. Il a indiqué que les relations commerciales entre le Canada et l'Indonésie avaient atteint un chiffre record en 1984.

Le Canada a fourni à l'Indonésie du matériel dans les secteurs des satellites terrestres, de l'industrie du charbon, des chaudières industrielles, de l'aviation et des ressources pétrolières. Le ministre a précisé que vingt sociétés canadiennes possédaient déjà des bureaux en Indonésie.

Un contrat a récemment été signé pour la fourniture d'un laboratoire nucléaire; en outre, un mémoire d'entente a été conclu entre organismes publics des deux pays pour effectuer des levés géologiques, et

des consultations se sont ouvertes sur une coopération en biotechnologie.

De plus, M. Clark a participé, le 18 juillet, à l'annonce officielle de la création d'une coentreprise qui réunira la Manulife et le groupe Dharlama. D'autres coentreprises sont actuellement envisagées dans des secteurs aussi diversifiés que les télécommunications, les vaccins, les additifs pour combustibles, la biopharmacologie et l'acier inoxydable.

D'autre part, parmi les activités de l'Agence canadienne de développement international, mentionnons une aide financière au projet Bukit Asam, des ventes de potasse et l'organisation de séminaires commerciaux visant à mieux renseigner les exportateurs indonésiens sur la façon de se trouver des débouchés au Canada.

M. Clark a souhaité un accroissement de la coopération industrielle, des investissements et des transferts de technologie en Indonésie. « Nous fournirons de nouvelles ressources humaines et financières dans le but de stimuler l'investissement, les nouvelles technologies et les nouvelles entreprises, afin de solidifier une présence économique à long terme, » a-t-il déclaré.

Les entretiens avec les dirigeants indonésiens ont porté notamment sur les moyens de réduire le déséquilibre de la balance commerciale entre les deux pays. À ce chapitre,

M. Clark a suggéré à l'Indonésie d'envoyer une mission commerciale à Expo 86, à Vancouver. Les Indonésiens auraient ainsi, a expliqué M. Clark, l'occasion de sonder le marché canadien et de promouvoir les exportations indonésiennes au Canada.

### À Singapour

Poursuivant sa tournée en Asie du Sud-Est, le ministre canadien des Affaires extérieures est arrivé le 22 juillet à Singapour. M. Clark a rencontré le premier ministre de l'île, M. Lee Kuan Yew ainsi que le ministre des Affaires étrangères, M. Suppiah Dhanabalan.

Terminant une visite de 14 jours en Malaysia, Thaïlande, Indonésie et Singapour, M. Clark a précisé que le personnel des ambassades et hauts-commissariats canadiens dans cette région allait être augmenté, particulièrement en ce qui concerne le commerce et les investissements. Il a promis de consolider les liens du Canada avec les pays de l'Asie du Sud-Est.

Le ministre a annoncé que des parlementaires canadiens visiteraient la région à l'automne et il a proposé un programme d'échanges pour l'avenir.

De plus, M. Clark s'est engagé à encourager les hommes d'affaires et les journalistes canadiens à visiter régulièrement la région du Pacifique.

## Banque de données : le Canada reçoit un prix international

M<sup>me</sup> Suzanne Blais-Grenier, alors ministre fédérale de l'Environnement, a accepté le 31 juillet un important prix international décerné pour le Système de données sur les terres du Canada (SDTC).

Figurant parmi les plus importantes banques au monde de données intégrées sur les ressources en terres, le SDTC est un système informatisé fournissant, sous forme numérique, tabulaire ou cartographique, de l'information d'ordre physique, biologique et socio-économique sur le domaine.

Décerné par la *Urban and Regional Information Systems Association*, le prix reconnaît l'avant-gardisme du Système canadien, son excellence technologique et sa rentabilité. Il s'agit du premier prix de ce genre remis à un ministère du gouvernement fédéral, et du second seulement attribué à un organisme canadien. « Je suis enchantée, a déclaré M<sup>me</sup> Blais-Grenier, que ce système exceptionnel, qui a si bien servi les Canadiens depuis 15 ans, ait été finalement reconnu par un groupe d'experts internationaux. »

Évaluées à environ 200 millions de dol-



M<sup>me</sup> Suzanne Blais-Grenier reçoit le prix attribué pour le Système de données sur les terres de M. William Huxhold, président de la *Urban and Regional Information Association*.

lars, les données stockées dans le Système comprennent un inventaire pan-canadien des capacités productives des ressources foncières en fonction de diverses utilisations, agricole, forestière, récréative et autres, ainsi que de l'information sur les changements survenus dans les modes d'utilisation de ces terres : urbanisation de terres agricoles et fruitières, destruction d'habitats fauniques au profit de l'agriculture ou de la construction, etc. Les répercussions écologiques et environnementales des activités humaines constituent un autre exemple de l'information contenue dans le SDTC.

Le Système peut être utilisé à une grande variété de recherches, y compris la recherche spatiale cartographique, et il représente, de ce fait, un potentiel considérable d'exploitation commerciale. C'est d'ailleurs ce potentiel qu'on entend actualiser par le Programme des projets industrie-laboratoires (PPIL), spécialement conçu aux fins du transfert, au secteur privé, de nouvelles techniques mises au point par le gouvernement fédéral.

Le SDTC est maintenant utilisable par les organismes gouvernementaux, l'entreprise privée et le monde de l'éducation.